

28 nov 2003 -16:00

Conseil des Ministres du 28 novembre 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 28 novembre 2003, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 28 novembre 2003, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a tout d'abord mis l'accent sur le programme de stabilité de la Belgique pour la période 2004-2007. C'est une tradition, a rappelé le Premier Ministre, chaque année, les pays membres de l'Union européenne transmettent leur programme de stabilité, avant le 1er décembre, à la Commission européenne. Le gouvernement a tenu compte, pour son évaluation de la croissance économique, des chiffres du Bureau du Plan, qui sont moins optimistes que d'autres prévisions (communiqué 13). Le Premier Ministre a aussi évoqué l'accord intervenu en ce qui concerne les titres services. C'est un système souple qui sera introduit et qui devrait, après déduction fiscale, coûter aux usagers environ 4 euros par heure. Ce système devrait générer quelques 25.000 emplois supplémentaires d'ici 2005 (communiqué 14). Guy Verhofstadt a encore mis en évidence la modernisation des systèmes informatiques à la Justice (communiqué 5), ainsi que la délimitation du contingent de l'Armée (communiqué 6). Guy Verhofstadt a aussi souligné sur les préparatifs en vue de la commémoration du dixième anniversaire du génocide rwandais (communiqué 17). Il a, par ailleurs, confirmé que le comité ministériel restreint a bien avancé en ce qui concerne la dispersion des nuisances aériennes. Le Conseil des Ministres a également approuvé :- la demande de libérer des crédits destinés à l'engagement de l'application Regedoc (qui enregistre les dossiers sur support informatique) et de l'application Gestion du personnel (communiqué 2) ;- un avant-projet de loi qui suspend temporairement et en partie l'application de la procédure d'évaluation du personnel des greffes et des parquets des cours et des tribunaux, dans l'attente d'un remplacement du système (communiqué 3) ;- un projet d'arrêté royal relatif aux congés et absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire (communiqué 4) ;- l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses imputables sur des crédits prévus dans le projet de loi contenant le troisième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2003 (communiqué 7) ;- la prolongation des 73 contrats de sécurité et de prévention pour l'année 2004 (communiqué 8) ;- un projet d'arrêté ministériel relatif à la création du Service public fédéral (S.P.F.) Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (communiqué 9) ;- la reconduction du contrat pour la réalisation, l'impression et l'expédition du périodique " Fédra " destiné à tous les membres du personnel, statutaire et contractuel, de l'administration fédérale et à un nombre limité de cibles externes (communiqué 10) ;- un projet d'arrêté royal relatif à la pondération des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux et fixant le traitement y afférent (communiqué 11) ;- un projet d'arrêté royal portant certaines dispositions réglementaires relatives à la carrière par accession au niveau supérieur (communiqué 12) ;- un projet d'arrêté royal déterminant le plan de répartition définitif des subsides de l'exercice 2002 de la Loterie nationale (communiqué 15) ;- un projet d'arrêté royal fixant les montants destinés au financement des passifs nucléaires BP1 et BP2, pour la période 2004-2008 (communiqué 16) ;- la prolongation de la participation belge à la mise en œuvre, au profit des Nations Unies, d'un avion C-130 entre Amman International Airfield (Jordanie) et l'Irak (communiqué 18) ;- la mise à disposition et la mise en œuvre d'un hélicoptère de type Alouette III à bord d'une frégate néerlandaise dans la mer des Caraïbes occidentales, dans le cadre des opérations de lutte contre le trafic de drogue (communiqué 19) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et la république du Bénin concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (communiqué 20).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be